



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## coopération culturelle

Question écrite n° 42311

### Texte de la question

M. Gilles Lurton appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la question du réseau culturel de la France à l'étranger. L'action culturelle est un levier essentiel pour la promotion de l'image de la France. Avec plus de 1 500 implantations aux statuts divers, le réseau culturel français est le plus étendu du monde. Il exerce une mission bien plus large que la coopération et la diffusion culturelles, puisqu'il assure également la promotion de la langue française, le développement de partenariats et d'échanges scientifiques, la mobilité étudiante vers la France et la coopération éducative, chacune de ces missions appelant des moyens significatifs et des compétences distinctes. Un récent rapport de la Cour des comptes montre que ce réseau est aujourd'hui confronté à une érosion de ses moyens de financement. Il est également touché par des difficultés liées à ses ressources humaines. Le pilotage du réseau et des opérateurs n'est en outre pas exempt d'insuffisances. Au regard de ces constats, la Cour recommande une série d'actions correctives, en proposant notamment de poursuivre la démarche de professionnalisation des agents du réseau, en la fondant sur une analyse des compétences requises et des formations nécessaires. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer la position du Gouvernement à ce sujet.

### Texte de la réponse

La formation initiale et continue des agents du réseau constitue une priorité du ministère des Affaires étrangères. Cette politique de développement des ressources humaines s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer la professionnalisation des agents du réseau culturel français à l'étranger. Dans ce cadre, l'Institut français a été chargé du « conseil et de la formation professionnels (...) notamment des personnels du réseau culturel français à l'étranger » dans sa double composante publique (instituts français) et associative (alliances françaises). Le MAE a ainsi transféré à cet opérateur la responsabilité de modules de formation et des crédits afférents. D'autres opérateurs ou partenaires continuent d'intervenir sur les formations comme la fondation Alliance française, qui bénéficie d'une subvention annuelle spécifique pour soutenir son plan de professionnalisation du réseau des alliances françaises. Le montant des crédits d'intervention du pôle formation de l'Institut français, au titre de 2013, est de 1 017 000 euros. En 2012, 33 formations ont été organisées, représentant 142 journées, pour 1 277 participants. Parmi eux, 487 (38%) étaient des agents recrutés localement. Un effort est en effet effectué tout particulièrement au bénéfice des agents de statut local car ces personnes n'ont généralement pas la possibilité de se former professionnellement dans leur pays de résidence, alors que ce sont des personnes qui, la plupart du temps, ont les postes les plus pérennes dans les structures. Sur la totalité des 1277 personnes, 596 (46%) exerçaient en institut français, 318 (25%) en alliance française et 363 (29%) au sein des services de coopération et d'action culturelle des ambassades. Afin de répondre aux besoins liés à la diversité des métiers culturels et de coopération, 11 thèmes de formation ont été développés en 2012 : livre et promotion des savoirs ; communication numérique ; promotion de la langue française ; secteur audiovisuel ; management d'équipe ; spectacle vivant ; informatique et logiciels spécifiques ; développement du mécénat ; industries culturelles ; stage des nouveaux partants ; ateliers de l'Institut français. Sur les 33 formations organisées en 2012, 10 se sont déroulées en France, 23 dans les postes (dont 1 accessible à

distance. Le prochain contrat d'objectifs et de moyens de l'Institut invitera l'opérateur à poursuivre cette démarche de professionnalisation des agents du réseau, notamment en ce qui concerne le secteur de la communication et des outils numériques mais aussi dans le domaine de la recherche de financements européens et de mécénat.

## Données clés

**Auteur :** [M. Gilles Lurton](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (7<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 42311

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [12 novembre 2013](#), page 11706

**Réponse publiée au JO le :** [10 décembre 2013](#), page 12880